

10 FF
1,52 €

En Allemagne ou en France, qu'il soit rouge, rose ou vert

Arrêt immédiat du nucléaire

SI NOUS PRENIONS L'ÉCHELLE d'une journée pour représenter le temps qui s'est écoulé depuis la « naissance » de la Terre, la Terre se formerait jusqu'à 9 heures du matin, heure à laquelle la vie commence à apparaître... Il faudra attendre 23 heures pour que les premiers reptiles apparaissent et 23 h 59 et quelques dizaines de secondes pour que l'on puisse voir le premier humain. La révolution industrielle intervient quelques centièmes de secondes avant

millions d'années ! Et nous sommes dans le comble du scientisme car technologiquement ces déchets ne sont pas traitables : aucun matériau connu de conditionnement n'est suffisamment étanche pour résister à la durée de vie des déchets, aucun sous-sol (pour les projets d'enfouissement) n'est suffisamment stable, ou sec afin d'éviter une pollution des eaux de source...

Des prises de risques, au seul profit du capital

Pourquoi prendre de tels risques ? Parce que le nucléaire est une arme militaire qui permet de maintenir un leadership sur le monde. Parce que la course

ne va pas aux capitalistes et à leur logique de profit. Le déchet est donc source de travail, source de bénéfices. Or depuis quelques années, l'industrie nucléaire française connaît quelques déboires : pas de commandes de centrales pour l'exportation et effondrement du marché de retraitement. La COGEMA (La Hague) se trouve dans une situation délicate. La création de cette société privée en 1976 a conduit aux transferts de certaines activités de l'État (CEA), l'usine de la Hague faisant partie du cadeau de naissance. La COGEMA a depuis cherché à se construire un marché étranger (ayant d'office celui d'EDF) : entre 1977 et 1979, 727 tonnes de combustibles...

idéale pour les industriels et les nucléocrates face à l'échec commercial de la filière électronucléaire, l'abandon progressif du nucléaire colle à la réalité de cet échec, sa progressivité permet à chacun des interlocuteurs de sauver la face, avec une perspective de plusieurs dizaines d'années, elle garantit les retours sur investissement et garde ouverte la porte de la filière nucléaire. » (*Monde libertaire* 19 novembre 1998). L'abandon progressif du nucléaire (progression non datée) a aussi l'intérêt dans l'absolu de ne pas être irréversible !

Un transport coûteux

Et que le transport se fasse au détriment de la sécurité, avec des risques de contamination, ce n'est qu'un détail de l'histoire. Détail qui avait fait scandale en 1998 alors que les médias avaient rendu publique la contamination radioactive des containers transportés en train. Le gouvernement, par crainte du scandale politique possible, décrète l'arrêt des transports des matières radioactives. Remettant ainsi en cause l'industrie nucléaire en tant que telle (que faire des déchets ?), le gouverne-

ment socialiste ne pouvait pas pérenniser cette mesure et revient donc sur sa décision deux ans après. Pour le mouvement antinucléaire, l'enjeu est de taille : car le blocage du transport est quasiment équivalent à un blocage des centrales. C'est ainsi que près de 10 000 personnes se sont rassemblées à Luenebourg, quelques milliers à Caen, et dans l'Est de la France. Lors du rassemblement de Luenebourg, nombre d'organisations ont appelé au blocus du train, tout en brûlant le drapeau des Verts, présents dans les gouvernements français et allemands. On a médiatisé quatre personnes qui s'étaient bétonnées sur la voie ferrée, mais la résistance est populaire. Cette résistance a nécessité la présence de près de 30 000 policiers, d'hélicoptères... La protection du convoi a coûté au gouvernement allemand près de 300 millions de francs et laisse même un goût amer à la police ! En ce sens, cette mobilisation est une réussite.

La situation du mouvement antinucléaire en France

La mobilisation en France n'a pas été aussi forte. Mais n'ou-●●● page 8

Le scientisme : on joue aux apprentis sorciers

Image régulièrement utilisée, mais qui donne corps au danger du scientisme, c'est à dire dans une confiance immodérée dans la science, ou plus précisément dans l'utilisation technologique de la science. Effectivement, des OGM au nucléaire, des apprentis sorciers jouent avec nos vies, jouent avec un équilibre écologique fragile. Pour les OGM, derrière les promesses de l'innovation scientifique, on cache déjà quelques couacs, comme sur le devenir des gènes nouveaux lâchés dans la nature, des gènes qui passent d'une plante à une autre... Le nucléaire connaît aussi ses couacs. Le premier, c'est celui de l'accident nucléaire qui peut nous sembler géographiquement lointain avec Tchernobyl... « Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir l'accident grave, nous espérons ne pas en avoir, mais nous ne pouvons pas garantir qu'il ne se produira pas... » (Inspecteur général de la sûreté à EDF, 1988 Montauban). Pire, les récents rapports de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) sont plus qu'inquiétants : « Dans son rapport annuel 1999, l'ASN notait la persistance d'un manque de rigueur dans l'exploitation de certaines centrales nucléaires. Ce constat est valable, et même renforcé sur certains sites... » (*Libération* 29 mars 2001) visant ainsi les centrales du Loiret, de la Drôme, de l'Ain... Et au-delà de l'accident que nous avons parfois tendance à oublier (résultat de la propagande sécuritaire d'EDF ?), le couac le plus sensible est sans conteste l'existence même du déchet nucléaire. Effectivement, les centrales produisent des tonnes de déchets dont nous ne savons que faire. La France produit ainsi onze tonnes par an de Plutonium 239 qui a une durée de vie de plusieurs milliers d'années, tandis que la vie de l'iode 129 se compte en

COGEMA UN COMMERÇANT SYMPA



au profit nécessite toujours une consommation croissante, et donc une source d'énergie croissante. Parce que le coût du pétrole a fortement augmenté dans les années 70 et ses sources apparaissent épuisables. Parce que des firmes internationales comme Péchiney ou Framatome ont vite perçu les bénéfices juteux que pouvait provoquer le commerce international de l'électricité et des déchets. Parce qu'une bourgeoisie nationale française a souhaité s'imposer sur ce marché et devenir le premier producteur européen de l'exploitation des sous-sols africains (extraction de l'uranium...) jusqu'à l'extension mondiale rapide du stockage et du retraitement des déchets radioactifs à La Hague.

Le nucléaire et ses déchets n'échap-

ent donc pas aux capitalistes et à leur logique de profit. Le déchet est donc source de travail, source de bénéfices. Or depuis quelques années, l'industrie nucléaire française connaît quelques déboires : pas de commandes de centrales pour l'exportation et effondrement du marché de retraitement. La COGEMA (La Hague) se trouve dans une situation délicate. La création de cette société privée en 1976 a conduit aux transferts de certaines activités de l'État (CEA), l'usine de la Hague faisant partie du cadeau de naissance. La COGEMA a depuis cherché à se construire un marché étranger (ayant d'office celui d'EDF) : entre 1977 et 1979, 727 tonnes de combustibles...

Mais au fil des années la situation s'est compliquée en rapport aux investissements effectués : une prévision du nombre de réacteurs nucléaires dans le monde trop important, échec des surgénérateurs... La proposition allemande de relancer ce marché (prévue par les contrats mais non honorée depuis deux ans) est donc pour les nucléocrates français une aubaine. Pour le gouvernement allemand, la reprise de ce commerce est logique. On aurait pu croire naïvement (?) à la fin de ce marché et donc des transports de déchets nucléaires, mais en 1988 le gouvernement rouge/vert n'a signé qu'un projet d'abandon progressif du nucléaire. « L'accord de gouvernement SPD-Verts se profile comme l'accord

EDITORIAL

La contraception et l'avortement, que beaucoup assimilent à des droits acquis pleinement, sont pourtant régulièrement remis en cause. C'est en tout cas ce qui transpire des débats que le Sénat a menés sur le projet de réforme de la loi Veil engagé par Elisabeth Guigou. Ce projet contient plusieurs données relatives à l'IVG. Tout d'abord, l'allongement du délai légal de dix à douze semaines. Les arguments avancés par les sénateurs pour justifier leur rejet de cette réforme pourtant bien minimale, manque pour le moins de cohérence. Sont cités péle-mêle le non-règlement des 2 000 à 3 000 cas par année qui seraient encore hors-délai, l'alourdissement du fonctionnement déjà précaire des hôpitaux (sic), les réticences des médecins, les implications de cette mesure sur la nature de l'acte (on passerait subitement d'un « acte médicalement assez simple » à « une intervention plus lourde » comme si chaque femme allait du coup attendre douze semaines pour avorter). Bref, il est finalement surtout question de morale et d'un raisonnement où la sexualité se doit d'être procréatrice.

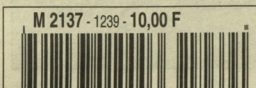
C'est encore ce que les sénateurs avancent lorsqu'ils plaident pour la réintroduction dans le dossier-guide remis par les médecins aux femmes qui vont avorter des démarches pour faire adopter l'enfant, des droits et avantages dont jouissent les familles, etc.

C'est toujours cette même pression de leur ordre moral qui est en jeu avec la consultation obligatoire pré-IVG. Les femmes doivent enfanter et tout est prévu pour le leur rappeler. Peut-on être plus clair ?

Quant au discours tenu sur la contraception, il apparaît moins rigide mais comporte des implicites largement discutables. L'information sur la contraception, qui fait aujourd'hui encore cruellement défaut, est évidemment à développer. Mais nous savons aussi qu'elle ne règlera jamais toutes les situations que la vie nous fait rencontrer et que l'IVG sera toujours une nécessité. L'absence de développement des contraceptifs masculins est également significative des résistances instituées qui persistent dans ce domaine.

Et lorsque les sénateurs réclament que les stérilisations « à visée contraceptive » des femmes handicapées soient soumises à l'accord des parents ou du représentant légal, c'est la preuve qu'il y a encore du pain sur la planche dans la lutte pour le droit de chaque femme, de chaque individu, à disposer de son corps.

ISSN 0026-9433 - N° 1239



FOP 2520

Quitte à combattre, combattons ensemble

A l'heure où les idées libertaires refont surface, il apparaît indispensable de rassembler nos réflexions pour être une force porteuse d'initiatives et de projets. Un débat sur l'unité (et non pas l'unification), sur une coordination du mouvement libertaire, ne peut être que favorable à l'ensemble des composantes du mouvement libertaire. Reste à savoir le comment, le pourquoi...

Le débat est loin d'être clôt. En attendant, le Monde libertaire peut également être lieu de réflexions, d'échanges et de débats sur ce thème. Plus on en discutera et plus les débats internes pourront être fructueux. Cette semaine nous vous présentons le récent appel à l'unité proposé par la CGT-Espagnole.

Jean-Pierre Levaray
Secrétariat aux Relations extérieures de la F.A.

LES ORGANISATIONS ET individus qui ont projeté de signer la déclaration libertaire « L'Anarchisme au XXI^e siècle » sont prêts et résolus à mettre en pratique la théorie de nos idées libertaires communes.

Depuis quelques décades, la globalisation économique était la cause, et le sera encore plus si nous ne l'arrêtons pas, de l'augmentation notable de la pauvreté et de l'injustice sociale. Dans le passé (moins d'un siècle), le mouvement syndicaliste était fort et capable de révolutionner la société. Aujourd'hui, il est affaibli, incapable de changer sa réalité sociale et encore moins de se confronter à un ennemi globalisé fort et puissant.

C'est pourquoi, lors des années de luttes syndicales actives de nos sections locales, confédérations et de quelques actions internationales ponctuelles mais satisfaisantes, nous pensons que nous devons unir nos mains et nos rêves ensemble avec les ami-e-s et camarades des autres pays qui pratiquent différents types de lutte. L'effort de construction d'un monde libre, solidaire, juste et libertaire passe par des actions révolutionnaires et libertaires dans notre entourage immédiat, voisinage, village et ville.

Bien que nous soyons toujours trop peu pour contre-attaquer la globalisation sur tous les fronts, nous proposons que la solidarité internationale des libertaires soit concentrée sur un soutien bi-annuel en vue d'une série d'actions spécifiques locales. Actions qui sont déjà entreprises avec une base libertaire mais qui pourraient mieux fonctionner avec une bonne campagne internationale de solidarité et d'aides mutuelles.

Nous aimerions profiter de la présence de brésiliens et d'uruguayens de la FAG et de la FAU pour leur demander d'expliquer en détails au meeting international de Madrid du 31 mars au 1er avril quelques-unes de leurs actions qui profiteraient d'une solidarité et d'une aide mutuelle. Nous demandons qu'ils viennent avec des idées précises sur la façon dont nous pourrions contribuer à ces actions dans nos pays et organisations respectifs. Nous demandons également qu'ils nous informent brièvement sur ces actions pour qu'avec les autres organisations nous puissions nous aussi commencer à les préparer.

Dans le même temps, ces camarades pourront se trouver parmi les mandats pour coordonner, grâce aux nouvelles technologies et à l'incontournable idéologie libertaire, ces actions de solidarité et d'aides mutuelles que nous adopterons durant le meeting de Madrid. Après cette période de six mois, nous évaluerons nos actions, réussies ou non, et préparerons la prochaine campagne de solidarité internationale.

Indubitablement, ces campagnes sont complémentaires et ne se substituent pas aux différentes campagnes internationales de soutien que chaque organisation auraient lancées en interne (ex: la CGT soutient les Sahariens). En fait, ces campagnes pourraient devenir à terme l'objet d'une campagne internationale bi-annuelle.

Nous ne sommes pas en train de suggérer que nous abandonnerions nos activités syndicales, mais plutôt que l'esprit libertaire des luttes des travailleurs/euses peuvent et pourraient être mutuellement imprégnés des luttes sur d'autres fronts indépendamment des usines, ateliers, champs ou bureaux.

Le moment est crucial et nous ne pouvons pas perdre plus de temps. Très bientôt, nous verrons des villes de 20, 30 et plus de 40 millions de pauvres dans les bas-quartiers sans avenir sauf l'anarchie, soit dans le sens que les puissants lui donnent, soit dans le sens que nous lui donnons.

Le Nord doit céder, le futur est dans le Sud

Ces mégapoles de pauvreté, de victimes d'un pillage continu de leurs matières premières, de mesures sanitaires insensées et le besoin recrudescent de main-d'œuvre bon marché seront les fondations d'un futur printemps libertaire. Si nous ne bougeons pas, elles seront victimes de terribles épidémies, de violences et d'oppressions incontrôlables. Tout ceci contraste avec l'apathie des riches d'Europe et d'Amérique du Nord.

Les bénéfices privés sont le résultat du pillage de la richesse commune de l'Humanité et de la Nature. Le crime financier est une réalité: les banquiers recyclent l'argent sans regarder s'il est sale.

La Globalisation est devenue un monstre cruel et indestructible. Nous avons suivi ses pas qui l'ont mise de plus en plus hors d'atteinte et de possibilité de destruction. Des événements internationaux limités mais non négligeables (contre-sommet, marches contre le chômage, soutien aux Chiapas, marche mondiale des femmes, etc.) nous ont montré que nous devons non seulement nous impliquer plus dans les événements internationaux mais ouvrir nos portes et accepter, comme ami-e-s et camarades, comme révolutionnaires authentiques, tous ces gens et organisations qui se battent pour les idées libertaires. Ensemble, nous pouvons être le moteur sans toute fois devenir une élite

Nous proposons de mettre de côté nos différences, au moins quant au développement d'actions bi-annuelles, laissant ceux/celles qui sont directement impliqué-e-s à une échelle locale appliquer leur bon sens local avec les nuances libertaires qu'ils/elles sentent et pratiquent.

Une lutte internationale plutôt qu'une nouvelle internationale

Il est clair que nous ne suggérons pas de constituer une nouvelle association internationale des travailleurs/euses (IWA/AIT) avec ses statuts, son pacte associatif et sa structure interne. Ce que nous proposons est une coordination bi-annuelle à travers un réseau d'organisations libertaires avec une réelle présence et des actions, qui pourra se construire pour combattre ensemble avec de réels projets à travers le monde en réponse à la Globalisation.

La coordination bi-annuelle de ce réseau tournera. Elle sera le fait de l'organisation qui se sera proposée pour un projet local.

Un débat idéologique n'entre pas dans l'agenda; il y a d'autres forums pour celui-ci. Ici nos communications seront uniquement basées sur la logistique du projet entrepris.

Le meeting sera tenu dans la localité du projet pour ainsi promouvoir la participation du mouvement libertaire dans les régions et pays voisins.

Cette coordination bi-annuelle sera pour nous, libertaires du monde entier, une école dans laquelle nous pouvons apprendre à mieux travailler contre la Globalisation et dans laquelle, nous espérons que de plus nombreuses et de meilleures formes d'organisations internationales se bâtiront.

Une question de dignité

Ces questions de solidarité internationale et d'aides mutuelles sont proposées avec illusion et bonheur. Nous devons lutter de tout notre cœur, ensemble avec les dépossédé-e-s et les exclus du monde. Par exemple avec la même détermination que les hommes et les femmes d'Afrique traversant le détroit de Gibraltar en mettant leur vie en péril pour rechercher une vie digne et pour finalement ne trouver que l'exploitation et la mendicité parmi les richesses de l'Europe.

Il est temps d'unir nos forces, d'entrer en effervescence, de planter les semences de la liberté et d'abattre les arbres pourris qui nous privent de soleil. Nous devons combattre ensemble pour défendre la dignité et la liberté de tous.

CGT-Espagne



Nous, libertaires, hommes et femmes, ne serons jamais libres s'il y a une seule personne qui meurt de faim ou qui vit sans dignité et sans liberté. Un monstre puissant contre lequel nous pouvons lutter.

Chaque chose est commercialisée. Les mots, notre travail et notre corps, la culture, tout y compris nos gènes sont devenus commercialisables sur le super-place du marché du troisième millénaire.

La puissance capitaliste moderne prospère en détruisant la classe ouvrière, la société en général et en favorisant l'individualisme et la précarité. Elle essaie de nous persuader de travailler à l'harmonie, à une démocratie prospère et à une liberté triomphante mais la réalité est différente. Les pauvres d'hier sont les surexploités, exclus et marginalisés d'aujourd'hui, représentant une tranche de plus en plus large de la population.

ou un groupe de meneurs/euses, mais plutôt les sages-femmes de la naissance du futur soulèvement social.

Il est temps que nous combattons ensemble. Anarchistes, anarcho-socialistes, anarcho-communistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et diverses hommes et femmes libertaires et surtout les millions de gens en colère qui rejettent le système économique et politique actuel. Nous sommes désireux de combattre ensemble pour la liberté avec une aide mutuelle et la solidarité internationale en usant de l'action directe et du fédéralisme.

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Service abonnement: 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Mars 2001: Millot G: 350 F; Borroz F: 250 F; Henault R: 200 F; Gourdon P: 150 F; Jule: 110 F; Voisin R, Bondar O, Jule F, Barraud J-L, Brest J-J, Roody M, Ferrie G, Carlu D, Bertier G: 50 F. Total = 1510 F.

Soutien par prélèvement automatique:

Giraud-Chevignier: 300 F; Les amis de Pierre-Besnard: 150 F; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zuber D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraud, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassof, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Velson, Deconinck, Eytard: 100 F; Sainier: 75 F; Maler, Hedou, Legois, Martin, Duguay: 50 F; Cordelet: 30 F; Pivert: 25 F; Millot: 20 F; Cornic: 10 F. Total = 2860 F.

Grève dure dans la « Nouvelle économie » Bienvenue dans la grève.com!

TRANSPAC, FILIALE À 100% DE France Telecom (F.T.), a connu un mouvement de grève d'une ampleur sans précédent du 14 au 21 mars, en particulier sur le site de Rennes. Le métier de Transpac, « fleuron technologique et économique » consiste à acheminer les données des entreprises clientes sur le réseau de FT. 1300 salariés travaillent sur le site de Rennes (C'est l'un des plus gros employeurs locaux), dont 900 sous contrat Transpac, les autres comme prestataires de services (salariés de S.S.I.I. extérieures). Depuis la création de l'entreprise, en 1978, le nombre total de jours de grève se comptait sur les doigts de la main, la gestion du personnel y ayant toujours été très paternaliste.

Les mauvais plans de Michel Bon et la casse organisée du service public

Le conflit a porté sur un projet de la Direction: transférer en bloc et sans négociation (sauf pour les 12 plus hauts cadres dirigeants de l'entreprise!) les contrats de travail de 800 salariés vers « Global one » (ça ne s'invente pas!) au 1^{er} avril, puis vers « Equant » en juin en appliquant deux fois successives l'article de loi L122-12, dont l'utilisation par les patrons est de plus en plus fréquente et fait l'objet d'une jurisprudence conséquente. L'activité de ces personnes étant elle aussi transférée dans « Equant », la pérennité de Transpac est gravement remise en cause. La direction des Ressources Humaines du groupe France Telecom confirme alors que le transfert de contrat de travail fait parti du « deal » passé avec « Equant » dans le cadre du transfert d'activité: en étant une monnaie d'échange, les salariés ne valent ainsi pas mieux que les meubles! Les sala-

riés changeraient de convention collective (métallurgie) pour aller vers une plus défavorable (Unetel). Le maintien de la rémunération n'était garanti que jusqu'à fin 2001. Les fonctions dans la nouvelle société étant souvent redondantes (existence de « doublons » ou « triplons »), le personnel pouvait se voir contraint à des mutations forcées dans le groupe F.T. sur toute la France d'ici fin 2003. Global one et Equant sont 2 entreprises achetées récemment par France Telecom et participant ainsi, au même titre qu'Orange, à l'endettement record du groupe (60 milliards d'Euros, le quart du budget de l'Etat). La nouvelle structure fusionnée (ultra-déficitaire) est destinée à devenir le leader mondial des services télécoms d'entreprise (15000 salariés), à management « sauce américaine »: la direction annonce 3000 licenciements dans Global one-Equant. Déjà, vendredi 16 mars, on apprenait 100 licenciements à Reston (États-Unis), Londres et Sydney, expliqués officiellement par des raisons « structurelles ». Depuis, 750 licenciements supplémentaires ont été annoncés.

Grève générale illimitée votée par des ingénieurs et techniciens!

La grève fut organisée de la façon suivante: l'Assemblée Générale des Salariés avait mandaté 12 membres CGT, CFTD et non-syndiqués pour former un Comité de grève, aux fonctions purement exécutives. Il sera pendant le mouvement l'organe de négociations reconnu par la direction. Ce Comité porte alors les revendications de l'A.G.: « Non au démantèlement de Transpac », « Non au transfert des contrats de travail », « Étude de solutions garan-

tissant l'avenir de Transpac dans sa totalité ». Dès le deuxième jour de grève, l'A.G. vote la mise en place de piquets de grève. Ils seront maintenus quatre jours durant par plus de 350 grévistes. Ils furent l'objet des tentatives de forçage et de visite d'huissiers venus constater (sachant que les piquets tiennent de 7h à 19h, à 800 F de l'heure, calculer le fric engrangé par le parasite...). Détail cocasse: la direction assigne en Justice 23 salariés pour « Délit d'enlèvement à la liberté du travail », dont certains étaient en arrêt maladie, en congé, ou parmi ceux qui voulaient briser les piquets! La grève générale illimitée est votée au troisième jour: en effet, pour faire obstacle à la totalité du projet de démantèlement, la lutte doit s'étendre sur toute la France, en particulier dans les centres de supervision et d'exploitation du réseau, qui permettent de faire plier la direction: si le réseau « tombe », ce sont alors 75% des entreprises de France qui ne peuvent plus communiquer. Mais les revendications des 800 salariés transférés ne sont pas assez étoffées pour toucher les techniciens des centres réseaux délocalisés.

Trahison de la bureaucratie syndicale en général et de la CFTD en particulier

L'extension de la lutte n'est malheureusement que partielle (30% des centres réseaux touchés) et ne dure qu'une journée. Le rapport de force est alors insuffisant pour faire plier la direction sur le thème du refus de transfert des contrats de travail par L122-12, cette décision de fusion ayant été prise au très haut niveau du Comité exécutif de France Telecom (les cinq plus hauts cadres dirigeants siégeant aux côtés de Michel Bon).

La direction, jusqu'alors apparemment dépassée par les événements, montre une importante faculté à se ressaisir et à riposter: elle rencontre les organisations syndicales centrales (parisiennes) et de droit « représentatives » en entamant des négociations parallèles, envoi de mails messagers aux centres du réseau en indiquant que les piquets sont levés, diffuse des tracts sur les piquets et convoque ses encadrants pour « prêcher la bonne parole ».

« Nouvelle Économie »: la lutte de classes ringarde?

Au cinquième jour, les piquets étaient levés, montrant ainsi la « bonne volonté » de la CFTD à négocier avec le patronat, qui procède au chantage de la levée des assignations en Justice contre la levée des piquets. Ces assignations étant tellement peu crédibles, nous aurions pu soutenir nos camarades grévistes assignés au T.G.I., le dépôt de plainte étant de surcroît mensonger, la réfutation en était aisée. Une nouvelle plate-forme de revendication minimale est alors négociée, et après un long travail de sape, la direction lâchera, au sixième jour, outre le paiement de la moitié des jours de grève et l'arrêt des poursuites contre les assignés, 300 modestes francs d'augmentation par mois, une année supplémentaire de garantie d'emploi, et une déclaration d'intention sur les conventions collectives.

Le bilan de ce combat défensif est évidemment mitigé: les salariés sont dépités par le peu d'acquis, mais ont pris conscience de leur capacité d'action collective en tant que classe sociale face à une direction cynique leur indiquant clairement que l'époque paternaliste est désormais révolue. Ils seront donc à l'avenir beaucoup plus vigilants. De plus, certains

d'entre eux ne seront plus dupes par rapport au discours démagogique et pseudo-gauchiste tenu au début du mouvement devant l'A.G. par le leader CFTD, alors qu'il affirmait sans rougir au sein du Comité de Grève que la CFTD était là pour « cadrer le mouvement ».

C'est aussi l'apprentissage de la lutte en indiquant que les piquets sont levés, montrant ainsi la « bonne volonté » de la CFTD à négocier avec le patronat, qui procède au chantage de la levée des assignations en Justice contre la levée des piquets. Ces assignations étant tellement peu crédibles, nous aurions pu soutenir nos camarades grévistes assignés au T.G.I., le dépôt de plainte étant de surcroît mensonger, la réfutation en était aisée. Une nouvelle plate-forme de revendication minimale est alors négociée, et après un long travail de sape, la direction lâchera, au sixième jour, outre le paiement de la moitié des jours de grève et l'arrêt des poursuites contre les assignés, 300 modestes francs d'augmentation par mois, une année supplémentaire de garantie d'emploi, et une déclaration d'intention sur les conventions collectives.

Pierre. - groupe La Commune (Rennes)

- (1) Société de service en ingénierie informatique.
- (2) Pour plus d'infos sur la grève, consulter le site très complet du personnel en grève. <http://greve.transpac.free.fr> et aussi celui de SUD PTT http://www.sudptt.fr/cgi-bin/Sud/aff_doc.cgi

Fin de la grève de la faim des kurdes à Montpellier

PENDANT 31 JOURS, DU 16 FÉVRIER AU 21 MARS, 18 Kurdes étaient en grève de la faim à Montpellier pour obtenir la régularisation de vingt d'entre eux. Physiquement à bout, commençant à subir les premiers effets irréversibles entraînés par la déshydratation et la dénutrition, il ont arrêté leur grève de la faim alors que la situation est loin d'être réglée. Cinq de ces vingt personnes ont obtenu un titre de séjour à titre dérogatoire, pour des « raisons humanitaires ». Une sixième a vu sa situation régularisée par le Tribunal administratif au terme de plusieurs années de procédure, pour les 14 autres, les acquis sont bien minces: récépissé de trois mois avec autorisation de travailler et réexamen avec « bienveillance » par l'OFPPA (notamment chargé de statuer sur les demandes d'asiles politiques). Sur l'immigration, à l'instar de beaucoup de sujets, on a du mal à différencier la politique de la gauche plurielle, de la politique d'une droite réactionnaire et ce, quel que soit le dosage de rose, de rouge et de vert. En effet, le traitement « bienveillant » de la préfecture vaut bien l'expulsion par le gouvernement Juppé de l'église Saint-Bernard, à quelques jours d'une déclaration de Débré, alors ministre de l'Intérieur, disant qu'il fallait traiter le problème avec « humanité et cœur ».

Ainsi, après avoir renversé les rôles en dénonçant le « chantage » que faisaient les grévistes de la faim, le préfet, et donc l'État français a attendu que la grève de la faim entre dans une période critique pour revenir sur sa proposition insupportable. À l'origine, il ne voulait pas régulariser les 14, mais prétendait qu'il ne voulait pas non plus les expulser, tenant compte de la situation des Kurdes en Turquie.

L'hypocrisie complète continuait avec le président de la Ligue des Droits de l'Homme de Montpellier qui soutenait que le gouvernement ne pouvait pas régulariser collectivement les Kurdes, de peur d'avoir l'ensemble des Kurdes venir se réfugier en France. On le voit encore, le principe introduit par l'extrême droite de l'idée d'une horde d'immigrés prête à nous envahir a porté ses fruits.

Alors que plus les frontières restent fermées, et plus l'immigration se fixe. Ceux qui voulaient venir seulement pour quelques temps restent de peur de ne pouvoir revenir, ceci se rajoutant à l'amertume de l'expatriation et du racisme subit. De plus, l'illégalité, s'installe alors avec son cortège de profiteurs: les patrons, qui sont parfois les mêmes que ceux qui produisent les lois racistes et qui bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché et peu revendicative à cause de l'épée de Damoclès qu'est l'expulsion, les marchands de sommeil qui dans les mêmes conditions louent hors de prix des appartements inoccupés et autres passeurs qui prélèvent leur dime sur la misère en risquant la vie de leurs passages d'infirmité. Aujourd'hui, les organisations qui ont soutenu les kurdes durant leur mois de grève de la faim et parmi elles la Fédération anarchiste restent vigilantes quant au suivi des procédures qui se sont engagées. En particulier concernant le « traitement bienveillant » accordé aux dossiers, pour qu'un mois de grève de la faim n'aboutisse pas qu'à obtenir 3 mois de régularisation.

Marc groupe un Autre Futur (Montpellier)

Pour le détail des informations:
www.chez.com/copamar34/soutien-kurdes.html

Faits d'hiver Vive la République!

Jadis, ils mettaient en avant leur sang bleu et leur mandatement divin pour s'estimer au-dessus et en dehors des lois. La loi du man, la loi divine, avait alors force de loi tout court, c'est-à-dire à celle des sangs.

Ils se prénoimaient rois, empereurs, descendants de... ou pères de César. Ils étaient d'arrogance et de morgue. Ils parlaient à la troisième personne. Ils étaient les maîtres du monde. D'un monde de sujets, de valets et d'esclaves.

Il y a un peu plus de deux siècles de cela, nos ancêtres ont commencé à couper la tête à leurs ancêtres.

Ça s'appelait la Révolution française de 1789, et, l'objectif était de mettre en œuvre le principe selon lequel chacun et chacune naît libre et égal-e en droit et peut vivre l'expression de ce principe dans le cadre d'une république.

On connaît la suite et la récupération de cet idéal républicain par la bourgeoisie. Des droits, mais c'est bien sûr, mais quant aux moyens de l'exercice de ces droits, et puis quoi encore?

Reste que les nostalgiques de la royauté ne se risquent plus à remettre en cause ou en question ces droits républicains et leur corolaire d'égalité devant la loi républicaine.

Dans ces conditions, on voudra bien nous pardonner, à nous autres qui avons la haine de la royauté bien établie, de nous inquiéter du fait qu'un président de la République s'estime en droit de refuser d'obtempérer à l'invitation d'un juge à venir déposer en simple témoin de...

Un président de la République serait-il en situation d'être à ce point en dehors et au-dessus des lois et du droit?

Si tel était le cas, nul doute que nous ferions montre d'une attention bienveillante à l'encontre de tous ceux et de toutes celles qui viendraient à penser que la République c'est sûrement mieux que la royauté, mais que...

Vive la révolution sociale, nom de Dieu!

Jean-Marc Raynaud

Université : ce n'est qu'un début...

RÉIMS. UNE MANIFESTATION contre le PARE a rejoint les étudiants en grève (500). Leurs principales revendications critiquent la mise en place d'une régionalisation des diplômes qui entraînerait la privatisation de l'enseignement supérieur et la création de pôles d'excellence au détriment des budgets de l'université. La grève des cours est pour l'instant reconduite.

Dijon. Au sein d'un collectif « d'individus et syndicats étudiants » le mouvement prend forme. À noter l'occupation du restaurant universitaire. Les caisses furent bloquées, permettant ainsi à environ 3000 étudiant-e-s de manger gratuitement à satiété. Pendant que les occupant-e-s dialoguaient avec le personnel, les responsables ont tenté de bloquer les entrées pour empêcher l'arrivée d'autres étudiant-e-s, sans succès.

Préoccupée par ses profits se dilapidant, la gestionnaire a donné l'ordre de ne plus servir de repas, ce qu'a refusé de faire le personnel... Un tract dénonçait la précarité, la privatisation et la rentabilisation, tant en FAC qu'au sein du CROUS.

Nantes. Après une semaine d'occupation et de blocus de la faculté de lettre et sciences humaines, le lundi 26 mars l'assemblée générale a voté sa levée par une faible majorité. Mais la grève et l'occupation des locaux sont toujours mobilisateurs avec des AG dépassant parfois les cinq cents personnes.

Les actions sont multiples : débats, points informations, interventions en cours, lors de conférences ou cocktail organisé par l'université, manifestation...

Des actions sont prévues pour la reprise des cours dans deux semaines. Mais quant à la pérennité du mouvement, se pose le problème de la démobilitation pendant les vacances, de l'approche des partiels. De plus l'échelonnement des vacances rend encore plus difficile une possible extension hexagonale de la lutte. D'autres universités sont encore en lutte...

La forme que va prendre la lutte afin d'élaborer des perspectives pour les mois à venir n'est pas encore connue, mais on en reparlera... Ce n'est qu'un début...

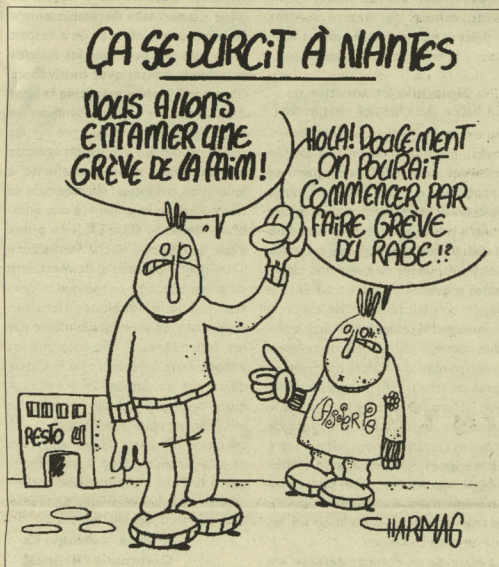
Alexandre et Laurent. - groupe FA Nantes

Pour toute info sur le mouvement étudiant : <http://www.fanantes.org>

La grève des étudiants à Montpellier s'essouffle...

Après cinq semaines de grève à l'Université Paul-Valéry, nous pouvons tirer un bilan mitigé du mouvement étudiant. L'organisation et le fonctionnement même du Collectif étudiant laissent apparaître certaines anomalies. L'assemblée générale sous un couvert démocratique ne permet pas la libre expression de tous les individus. Certaines responsabilités sont assignées sans qu'il n'y ait aucun contrôle de l'assemblée générale sur celles-ci et la rotation des tâches ne reste qu'un leurre. À cela, s'ajoute la main mise permanente des syndicats étudiants noyautés par les partis politiques. La preuve en est que, le lundi 26 mars, certains insistent sur la nécessité d'arrêter la grève en faisant voter la fin des piquets, déçus de ne pas avoir été reçus par nos élus... Le mardi, suite à un magistral retournement de veste des syndiqués, les piquets de grèves furent revotés, à cette occasion cinq cents étudiants ont manifesté devant le rectorat. En réaction, le mercredi, lors de l'assemblée générale de farouches « anti-piquets » s'en sont violemment pris aux grévistes et ont occupé des salles afin d'y faire cours. Le lendemain, la tentative d'organiser une manifestation nocturne qui ne fut suivie que par une centaine de personnes, prouve par ailleurs le manque de perspective et d'engagement de l'ensemble des étudiants. La violence des « anti-piquets », l'obstination des syndicats à vouloir stopper les actions, ainsi que l'organisation d'un référendum par la présidence portant sur la continuité de la grève dès la rentrée, laisse supposer que le mouvement devrait s'arrêter après les vacances. Toutefois la bonne volonté de certains individus à s'organiser et à développer des idées anti-autoritaires pourrait aboutir à l'éventuelle création d'un collectif étudiant qui pourrait se pérenniser au-delà de la grève.

Franck et Max. - groupe « Un Autre Futur » (Montpellier)



Grèves dans les transports

Patrons en colère, usagers solidaires

CE N'EN EST PAS FINI DES mobilisations pour les salaires et les retraites. Les grèves dans les transports viennent rappeler que les salariés n'entendent pas laisser le patronat dicter sa loi. Les revendications des salariés sont autant de ripostes au projet de « refondation sociale » patronale. Alors que les patrons réclament le passage aux 42,5 annuités de cotisation, les tramways, eux, revendiquent leur droit à la retraite à 55 ans.

Alors que les patrons préconisent un quasi-blocage des salaires, les salariés dans leur ensemble réclament des augmentations conséquentes. Alors que la gestion du service des transports publics est tombée entre les mains des capitalistes privés qui veulent rentabiliser à tout prix, les salariés et les usagers veulent un service public de transport de qualité.

Etat et patronat : un programme commun

Cette opposition d'intérêts sur tous les points entre patronat et salariés explique la multiplicité des revendications portées par les grévistes qui entendent se battre sur tous les fronts contre les patrons de l'UTP (Union des Transports Publics), mais aussi contre la politique de l'Etat.

Les premiers comme les seconds s'engraissent sur notre dos en augmentant continuellement le coût des trans-

ports alors même que c'est tout aller travailler pour eux que les salariés et précaires doivent se véhiculer.

C'est ce que les municipalités ont voulu nous faire oublier, en essayant à la veille des élections, de répondre aux besoins du trafic en construisant de nouveaux réseaux, avec le tramway, véritable star électorale.

La contre offensive salariale

Pourtant la politique de régionalisation de la gestion des transports masque le désengagement de l'Etat aux profits de grands groupes financiers comme Vivendi. Ceux-ci entendent réorganiser les activités par filières d'activité plutôt que par zones géographiques, c'est ce que préconise le projet « CAP clients » de la SNCF. Les salariés savent qu'ils ont tout à perdre à cette parcellisation progressive de leurs statuts, de leur retraite et peut-être même qui sait... de leur chômage. C'est de plus en plus conscients de ces enjeux qu'ils rentrent dans la lutte.

Les syndicats divisés sur la réforme de l'UNEDIC ont donc réussi à s'entendre depuis le début des mobilisations sur la question des salaires. Ils conçoivent leurs revendications dans la complémentarité, ce qui permet à beaucoup de salariés de se retrouver dans la lutte.

Par contre le caractère catégoriel du mouvement actuel donne du grain à moudre à ceux qui veulent nous faire adhérer à l'image de « l'usager en colère ». Pourtant ces « usagers » sont aussi concernés par la question de l'organisation des transports. Certains lutent pour essayer d'obtenir la gratuité et des réponses plus pertinentes au « tout automobile ». En ce qui concerne les retraites et les salaires nous sommes encore plus nombreux à être susceptibles de nous mobiliser pour des contre-propositions communes face aux projets de l'Etat et des patrons.

La convergence des luttes montre que nous pouvons avancer vers un projet global porté par les salariés et précaires contre la refondation sociale des patrons.

Jean. - groupe Kronstadt (Lyon)

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web, Radio libertaire, le Monde libertaire... <http://www.federation-anarchiste.org/>



À l'époque de Marx déjà, quand la grenouille de bibliothèques londonniennes cherchait à régner par oukases sur la première internationale, les bakouniniens se voyaient interdits d'antenne pour cause de refus d'organiser le prolétariat sur un mode militaire, de refus de chercher à prendre le pouvoir et d'y installer une dictature sur le prolétariat censée y mettre en place... les conditions du dépérissement de l'Etat. Pendant un siècle, les fascistes rouges ont confisqué et dévoyé l'espérance en un monde plus humain. À l'heure où le fascisme rouge a explosé (implosé) en vol et où la barbarie capitaliste dévoile chaque jour un peu plus sa nature cannibale, on voudra bien nous pardonner de ne pas perdre la mémoire.

Anticommunisme et anarchisme. Jean-François Fugère-René Berhier. Co-édition Alternative libertaire. 48 pages. 20 F.

dans la toile

Le Centre des médias alternatifs Québec 2001 est dédié aux activités qui se dérouleront avant, pendant et après le sommet des Chefs d'États des Amériques qui se tiendra en avril 2001 à Québec, de même qu'aux enjeux qui sont soulevés par l'éventuelle création de la zone de libre-échange des Amériques (<http://www.cmaq.net/index.ch2>).

Le COBP (CitoyenNes Opposés à la Brutalité Policière) est un collectif autonome regroupant des personnes victimes, témoins et/ou tout simplement concernées par la brutalité policière et par tout abus perpétré par l'institution de la police. Il s'agit d'un comité de défense pour des personnes arrêtées suite à une manifestation contre le venue de Human Life International en 1995, un groupe d'extrême droite. Face à l'ampleur de la répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP (<http://www.tao.ca/~cobp/barre.html>) a décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière.

Le site RésistanceS (<http://www.resistances.be/>) est animé - de Belgique - par une jeune équipe de militant-e-s. À son origine, c'est la revue trimestrielle du même nom qui avait commencé le combat (le Premier mai 1997). Aujourd'hui suspendue (pour réorganisation), « RésistanceS » continue à s'exprimer sur la toile (son arrivée sur le web date également de l'année 1997). Ses objectifs sont de lutter par l'information, la connaissance et l'action contre : les extrêmes droites, le fascisme, le racisme, les discriminations ethniques et sociales, la pensée unique et le prêt-à-penser, les apôtres de la « Démocratie musclée », l'apolitisme et l'anti-politisme, le sectarisme...

Après ce voyage outre-Atlantique, retour dans l'hexagone pour un site sur lequel je n'arrive pas à me faire une opinion (<http://www.transnationale.org/>), il n'est pas anarchiste, c'est clair, mais je m'interroge sur les motivations de l'association qui le gère. Néanmoins, c'est une source d'information non négligeable sur les entreprises et leurs mœurs (délocalisations, restructurations, etc.). À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard alain@mintelorama.com

Vite fait...

■ Entre octobre 1998 et octobre 2000, cinq Anglais âgés de 19 à 24 ans, habitant la même région, sont morts de la maladie de Creutzfeld-Jakob. Un autre point commun ? Ils consommaient tous du bœuf élevé dans cette région particulièrement atteinte par l'épizootie de vache folle.

■ Selon l'INSEE, il y a aujourd'hui plus d'un million de salariés pauvres, plus de 8 millions de précaires, et 7% des ménages qui vivent sous le seuil (légal) de pauvreté, soit 3500 F par adulte et par mois.

■ Y'a le juge qu'y fait rien qu'à m'embêter. Chirac, convoqué comme témoin par le juge Halphen dans le cadre du dossier des H.L.M. de Paris, a refusé de répondre à l'invitation... et a demandé à Jospin de faire respecter la constitution.

■ Un chimiquier maltais transportant 8000 tonnes d'acide sulfurique, a coulé mardi 20 dans le golfe de Gascogne. Mais d'après les autorités, il n'y aurait rien à craindre. On n'en doute pas...

■ L'Autriche vient, elle aussi, de renouveler ses conseils municipaux et comme en France, l'extrême droite recule. Le parti de Haider a obtenu 20,25% des voix, soit une perte de 7 points par rapport à 1996. Et les idées et pratiques racistes, elles reculent également ou bien là aussi, c'est comme en France ?

■ Danone va fermer six usines en Europe, dont deux dans l'hexagone. Quant à Mark et Spencer, ce qui va provoquer la fermeture de 18 magasins. Soutien aux salarié-e-s licencié-e-s.

■ La course aux profits, c'est aussi ça. Un pétrolier et un cargo se sont éperonnés dans la mer baltique. Résultat : 1900 tonnes de mazout à la mer et une marée noire touche le Danemark.

■ Après l'attentat islamiste qui a fait 3 morts du côté israélien mercredi 28, le gouvernement israélien a répliqué par des raids aériens sur la bande de Gaza et à Ramallah tuant ainsi une trentaine de Palestiniens. Pendant ce temps, les États-Unis votaient contre une résolution de l'ONU pour l'envoi d'une force d'interposition entre Palestiniens et Israéliens...

■ Jeudi 29, les cheminots ont répondu massivement au mot d'ordre de grève déposé par leurs fédérations syndicales pour la défense de leur condition de travail et du service public.

■ James Kopp, un américain de 46 ans soupçonné (on va dire ça) d'avoir assassiné aux États-Unis un médecin qui pratiquait des IVG a été interpellé jeudi 29 mars à Dinan. Et là, pas de doute, c'est...

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Conflit israélo-palestinien

Menace de guerre civile

UNE PETITE PHRASE DU MINISTRE DE LA défense résume toute la politique de l'État d'Israël face à l'insurrection permanente des populations palestiniennes. Et les rapports de force sur le terrain comme sur le plan géopolitique donnent à sa formule « rien ne nous est interdit » une signification lourde de sens et de menaces.

Pour les menaces, il n'y a aucun doute à avoir sur les capacités militaires d'un État qui n'a jamais hésité à faire donner le canon et les chars contre des civils, femmes et enfants compris. Et il ne se passe pas de jour sans que les tireurs d'élite israéliens n'ajoutent une victime à leur triste tableau de chasse. Dans ce domaine l'escalade actuelle dans la répression ne peut surprendre personne.

Par contre, ce qui doit nous inquiéter est le contexte politique dans lequel cette radicalisation de la guerre faite aux palestiniens se déroule. Le gouvernement Sharon a été élu sur un programme explicitement anti-palestinien et rassemble les principales forces politiques du pays, de la gauche à l'extrême-droite. La société israélienne réclame ouvertement un accroissement de la répression et pour les secteurs les plus extrémistes la suppression des territoires autonomes palestiniens et l'extension des colonies.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, l'économie de la bande de Gaza et de la Cisjordanie est complètement étouffée par un blocus israélien très efficace. Des centaines de milliers de personnes survivent de plus en plus difficilement, ce qui ne fait qu'accroître leur détermination et leur haine des Israéliens.

De cette situation-là ne peut naître que de la violence, toujours plus de violence. C'est ce à quoi nous assistons. Le pire est sans doute à venir et les tensions actuelles à Hébron préfigurent peut-être bien une généralisation de la guerre civile directe entre population israélienne et palestinienne.

Nous ne pouvons que prendre acte du fait que le processus de paix initié par l'État américain s'est révélé pour ce qu'il était, à savoir une mascarade, un faire-valoir, destiné à donner l'illusion d'une ambition pacifique. En réalité il n'aura que fait perdre du temps et écouré un peu plus celles et ceux qui pensaient pouvoir aller vers la paix à petits pas.

Force est de constater que l'État israélien n'a cédé sur rien parce qu'il lui aurait fallu reconnaître que sa construction reposait sur la négation de la population palestinienne, sur l'assassinat et l'expulsion de centaines de milliers de personnes qui croupissent aujourd'hui dans des camps. Les citoyens israéliens ont fait de choix de légitimer cette politique en pen-

sant que par la force il arriveront bien à maintenir leur domination.

A court terme ils ont sans doute raison. Mais les faits montrent aussi que les Palestiniens n'ont jamais renoncé à faire valoir leurs droits à une existence digne de ce nom. Ils sont prêts pour cela à payer le prix du sang et le prouvent chaque jour.

Ce culte du martyr, savamment entretenu par Arafat et les courants islamistes est lui aussi porteur de stratégies dangereuses.

Nous savons bien que l'Autorité Palestinienne fonctionne déjà comme n'importe quel État et qu'elle se renforce dans et par l'enchaînement des violences.

Face à l'arbitraire se construit un autre arbitraire, qui mise lui, sur le long terme. En attendant la mort frappera avec toujours plus de cruauté.

Mais tout cela n'arrête pas le commerce et garantit, pour le moment, l'accès aux ressources pétrolières de la région. Les marchands d'armes verront leurs petits et gros trafics prospérer et de temps à autre nous aurons quelques émotions en direct à la télé.

Il n'y a donc aucune raison de voir Bush prendre position contre l'État d'Israël et encore moins le voir supprimer les quatre milliards de dollars d'aide économique qui permettent à cet État de se maintenir à flot.

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

CHILI

La répression contre l'émancipation

LA BANQUE INTER-AMÉRICAINNE de Développement (BID), actif partenaire sud-américain des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International, organisait son 42^e sommet à Santiago du Chili. Selon le Congrès d'Unification Anarcho-communiste, l'objectif du BID est « d'injecter du capital, et se faire passer comme un recours pour la région sud du continent américain, qui, dans l'Etat Global, est encore un terrain fertile pour l'extraction de matières premières. » Pendant la durée du colloque, différentes initiatives que l'on doit en grande partie à la Coordination contre le BID, avaient permis de dénoncer les méfaits de cette agence

qui propose le financement du petit capitalisme sous couvert de développement. Les mobilisations (marches vers le centre ville, manifestations, meetings...) allaient grandissantes; le jeudi 15 mars, la manifestation pacifique du matin (300 personnes) fut durement réprimée par les Forces Spéciales des Carabiniers qui procédèrent à soixante arrestations; l'après-midi, d'autres interpellations eurent lieu devant le commissariat central parmi des manifestants solidaires venus réclamer la libération des emprisonnés. Parmi les personnes arrêtées, deux, Pedro Recart et Cristian Diaz, furent interpellées au prétexte qu'elles avaient lancé au cours de la manifestation du matin une bombe fumigène

dans un Mac Donald situé avenue Ahumada. En réalité, ces personnes n'étant membres d'aucun groupe organisé, elles ont eu le tort d'être là au mauvais endroit. Elles seront donc jugées avec, comme pièce à conviction... un briquet retrouvé dans leurs poches! D'autres personnes arrêtées sont militantes de groupes anarchistes, de syndicats de l'AIT ou de l'association antimilitariste « Ni casque, ni uniforme ». La coordination contre le BID publia un communiqué qui se

conclut par : « Face à ce qui s'est passé, nous pouvons noter que la répression fut totalement exagérée et qu'elle n'eut aucune proportion avec les activités développées par les manifestants; et que nous qui avons participé à ces actions, n'avons initié en aucune façon des actions violentes. Quant aux destructions dont ils nous accusent, il faut voir cela comme l'oeuvre de personnes intéressées par la criminalisation du mouvement ».

Relations internationales

chronique anarcho-féministe Vraies femmes pour vrais machistes!

Au mois de février, le mensuel masculin FHM organisait un concours dont l'intitulé était: « Gagnez une vraie femme! (valeur 45000 F) ». À y regarder de plus près, en surmontant la répulsion engendrée par ce titre racoleur, on découvrirait qu'il s'agissait de gagner une « real doll ». Qu'est ce que c'est? Une poupée, grandeur nature, faite de silicone et d'acier, qui ressemble de manière hallucinante à une femme... Ces poupées disposent d'un sexe, d'un anus et d'une bouche parfaitement réalistes... Donc utilisables. Poupées gonflables, nouvelles générations, elles sont faites sur mesure (on peut choisir la couleur des cheveux, des yeux, la taille des seins, des hanches...) Et les commander sur Internet. Une compagnie idéale en somme: elle ne parle pas, ne râle ni ne contredit jamais, ne dit jamais non, n'a jamais de règles ni de migraine et quand on en a marre, on peut la ranger dans le placard. Elle ne fait pas encore la cuisine et le ménage? Patience... Dans les ateliers américains qui la fabriquent, on réfléchit déjà à améliorer leur squelette pour les rendre encore plus malléables et à les équiper de capteurs électroniques les rendant capables de répondre à certaines situations.

Le commerce de ce genre d'objet est une insulte et une violence faite aux femmes, mais également une humiliation faite aux hommes, réduits à de simple « bites sur place ».

S'arrêteront-ils un jour? Si nous laissons faire, certainement pas... Pippi Langstrumps (qui s'est largement inspirée du texte d'un compagnon)



dans le monde

Allemagne: Stop au Deportation Business!

LÉGAL, ILLÉGAL, ON S'EN FOUT! (« Legal, illegal, scheiß egal! »), tel est le mot d'ordre qui rassemble actuellement en Allemagne une large frange d'individus opposés à l'expulsion des étrangers et des sans-papiers. Des actes de solidarité tentent d'empêcher les embarquements de force à bord des avions, notamment ceux de la compagnie aérienne Lufthansa. Des actions similaires existent également en Suisse envers Swissair.

Le groupe antiraciste « Kein Mensch ist illegal » (aucun humain n'est illégal) et l'organisation de solidarité « Initiative Libertad! » veulent étendre la protestation à Internet et appellent au blocus de la Homepage de Lufthansa.

Du maquignon de l'expulsion...

L'entreprise allemande Lufthansa est de plus en plus critiquée du fait de son petit commerce avec les expulsions. Devant les guichets, dans les agences de voyage et même lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, des groupes antiracistes protestent contre le « deportation business » de la compagnie aérienne.

Plus de 30000 personnes sont expulsées chaque année d'Allemagne par avion. La Lufthansa avec son réseau mondial se taille la part du lion par la vente de « deportee-tickets ». La « deportation class » lui rapporte des profits considérables.

Mais la mort du Soudanais Amir

Ageeb, le 28 mai 1999, dans un appareil de la Lufthansa, suite aux mauvais traitements de la police des frontières a soulevé une vague de protestation.

Le consortium se trouve confronté à des revendications demandant le retrait de ce sale commerce. Après que « Kein Mensch ist illegal » a évoqué l'éventuel emprisonnement du commandant de bord en cas de mort ou de blessure des passagers déportés, l'union des pilotes a recommandé à ses membres de n'accepter aucune personne à bord qui serait transportée contre sa volonté. Même l'ÖTV (Union syndicale des Transports Publics) exige de ses membres siégeant au conseil d'administration de la Lufthansa de prendre position contre les expulsions.

La direction du consortium constate qu'aux Etats-Unis, l'image de la compagnie aérienne se détériore. Dans un article du 29 janvier 2001 du *Wall Street Journal*, on lit un compte rendu détaillé du débat public sur les expulsions. Pas vraiment une bonne publicité quand on veut se tourner vers le marché d'avenir que représentent les Etats-Unis.

La Lufthansa veut s'installer sur le net. Le e-commerce ne concerne jusque là que 10 % des réservations mais devrait en couvrir 40 % d'ici l'an 2005.

A l'argousin de l'information

En outre, associée avec Siemens, Deutsche Telekom et le BKA (Bundeskriminal Amt - Police fédérale),

la Lufthansa fait partie du cercle de travail pour la défense des infrastructures, qui à côté de mesures publiques prépare le contrôle policier du net.

Dans les sphères dirigeantes, on redoute d'abord les attaques de hackers,

comme en ont déjà fait l'expérience les sites de Yahoo, CNN, et Microsoft mais peut-être et surtout la propagation des protestations politiques online. Le fait que la Lufthansa réagisse de manière très sensible aux critiques émanant du

net, s'est démontré en Octobre 2000, quand le consortium, au travers de ses avocats, a menacé d'une lourde amende un activiste de « Kein Mensch ist illegal », au cas où une exposition d'affiches critiques ne disparaîtrait pas du réseau.

Ces procédés conventionnels n'ont abouti qu'à créer une solidarité internationale. Des dizaines de projets se sont alliés contre cette tentative de censure qui au travers de liens sur leurs propres serveurs ont permis une diffusion encore plus large de l'exposition.

À vos claviers!

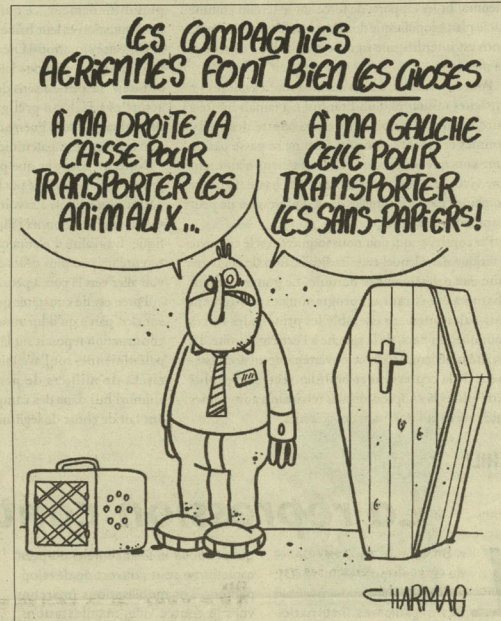
La réaction de la Lufthansa à la protestation on-line risque d'être encore un chapitre palpitant... Le consortium dispose de grandes capacités de calcul pour assurer sa présence sur la toile.

Tout comme pour les sit-ins, l'entrée sur le site de la Lufthansa doit être temporairement bloquée. Mais cela ne peut réussir que si beaucoup participent. « Kein Mensch ist illegal » et « Initiative Libertad! » lancent un appel international pour que des groupes en Allemagne et ailleurs participent à la préparation de la manifestation sur le net.

Martine-Lina Riesefeld
Relations internationales

(source: A-Infos - mars 2001)

Pour tout renseignement complémentaire:
Contact: online-demo@gmx.net
informations:
<http://www.deportation-alliance.com>
<http://www.libertad.de/projekte/depclass/demo>



Communiqué des Femmes en noir Arrêtons la guerre en Macédoine

Depuis dix ans, l'espace de l'ex-Yougoslavie est un lieu de conflits belliqueux. Depuis dix ans, nous sommes les témoins des mêmes images de souffrance de la population civile, de toutes les origines ethniques. Depuis dix ans, les idéologues du sang et du sol, créateurs d'États ethniquement purs, combattants de la cause de l'homogénéisation ethnique, abusent du mécontentement et de la souffrance de la population civile pour conserver le pouvoir, accumuler les richesses et se répartir le butin de la guerre. Depuis dix ans, les conflits n'ont fait que changer d'endroits. Cette fois, c'est la République de Macédoine. L'idylle entre les nationalistes macédoniens et albanais qui se partagent le pouvoir, aura peu duré. Pour les uns comme pour les autres, l'unique objectif aura été de se maintenir au pouvoir. Au nom du peuple albanais, les rebelles armés qui se sont désignés sous le nom de ONA (Armée nationale de libération) engendrent une violence brutale sous couvert d'objectifs suprêmes. « La guerre pour la paix » qu'ils mènent conduit exclusivement au projet d'un État ethniquement pur, c'est l'exclusion jusqu'à l'élimination des autres et de ceux qui sont différents. Nous espérons que la violence armée des rebelles albanais ne servira pas de justification à une éventuelle répression de l'État, avec l'armée et la police macédonienne contre le peuple albanais en Macédoine. Nous espérons que les autorités macédoniennes ne suivront pas l'exemple de la police et de l'armée serbes durant le régime de Slobodan Milosevic, en dévastant les villages, en détruisant des villes, en massacrant et en tuant des civils. Nous espérons que les communautés ethniques en Macédoine auront la force suffisante pour contenir les futures tentatives d'homogénéisation ethnique et pour résister de façon non violente à la politique de guerre. Nous espérons qu'elles s'opposent à l'armée de libération du Kosovo (UCK) qui surgit actuellement de diverses zones, et sous différentes appellations. Nous espérons que la société civile de Macédoine exige de ses autorités qu'elles entament le dialogue et qu'elles optent pour une solution pacifique du conflit. Nous considérons la communauté internationale, spécialement la KFOR (OTAN), responsable de l'extension du conflit pour n'avoir pas procédé à la démilitarisation du Kosovo. Au lieu de la politique de la force, de la réflexion tardive et de prendre parti pour un seul côté, ce qui s'est presque toujours fait jusqu'à présent, la communauté internationale doit appuyer les négociations comme unique voie pour dépasser la crise. Comme toujours jusqu'à présent, nous donnons notre appui à ceux et celles qui optent pour la non violence, les négociations et la coexistence. Nous les invitons à s'unir à notre protestation contre la violence et les conflits armés en Macédoine.

Femmes en Noir, Belgrade, 19 mars 2001

Appel au mouvement anarchiste G8 à Gênes: bloquons les!

APPEL AU MOUVEMENT anarchiste et libertaire pour une présence visible, autonome et en mesure de faire comprendre les raisons de son opposition aux processus de globalisation. Les 20-21 et 22 juillet se tiendront à Gênes les travaux du G8. Ce sommet des puissants reprend sous une forme spectaculaire les tendances à une concentration jamais vue au niveau mondial des pouvoirs économiques et politiques. Les processus dits de globalisation divisent toujours plus le monde entre riches et pauvres, affaiblissent les populations de continents entiers, marginalisent des couches croissantes de la population à l'intérieur même de chaque pays, précarisant toute forme de travail, éliminant – là où elles existent – toutes les formes de garantie sociale. Le tout au nom du profit et de l'accumulation capitaliste, sans règles ni limites. Par ailleurs, le contrôle social se renforce, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des États: les appareils répressifs de type soit policier soit militaire deviennent toujours plus forts. Nous devons nous opposer à tout cela.

Nous avons été et sommes porteurs d'un point de vue anti-étatique, non réformiste, internationaliste et d'idées de reconstruction de l'unité et de la capacité de lutte des classes travailleuses et des exploités. À cette occasion également nous devons rappeler:

- l'impossibilité de démocratiser les organismes politiques et économiques (nationaux ou transnationaux) qui ont comme but unique l'intensification de l'exploitation du travail et des ressources;
- l'inconciliabilité – dans ces processus comme dans d'autres – des intérêts des exploités et des exploités;
- l'inconciliabilité des fonctions de l'État qui, s'il abdique sur le contrôle de l'économie, renforce celui du social par des moyens policiers et militaires;
- la connaissance du fait que les droits existent seulement sur le papier et donc ne valent rien s'ils ne sont pas étayés par des rapports de force favorables;

D'où la nécessité de lutter:

- pour la liberté de circuler pour tous dans un monde sans barrières;
- contre le militarisme, les guerres et les prisons;
- pour une réduction généralisée des horaires de travail;
- et, sans proposer à nouveau un modèle d'assistance qui a amené l'étatisation du mouvement ouvrier, pour la défense des garanties sociales acquises, pour atteindre une qualité de vie digne pour tous. Dans cette optique, nous souhaitons proposer un programme d'opposition au G8 dans lequel le mouvement libertaire puisse exprimer

la solidarité et la force de ses arguments.

Nous proposons donc:

- une manifestation à caractère national à Gênes, pour le samedi 9 juin pour garantir notre visibilité et la possibilité d'exprimer nos idées;
 - des initiatives coordonnées de mobilisation locale dans toutes les villes où cela est possible, pour le samedi 14 juillet;
 - la décision, de la part du syndicalisme de base, d'une grève générale pour le vendredi 20 juillet;
 - d'organiser une présence significative d'empreinte libertaire pendant le sommet, qui servira de ralliement aux compagnes et compagnons qui viendront d'autres régions italiennes et de l'étranger. Nous voulons contrer le sommet en revendiquant ouvertement notre droit à manifester librement et au travers de luttes sociales et d'actions directes nécessaires pour donner visibilité et concrétisation à une option radicalement libertaire;
 - d'envisager la possibilité d'une convention internationale sur les thématiques de la globalisation dans les jours suivant immédiatement ceux du G8.
- Nous invitons toutes les forces de l'antagonisme social qui se reconnaissent dans l'esprit de cet appel à participer de fait à la construction de ce programme.

Fédération anarchiste
italienne

A quel prix faut-il sauver le soldat « Cinéma français » ?

CONSTERNATION POUR LES professionnels : en 2000, la part du cinéma français dans la fréquentation cinématographique a chuté à... 27% (68% des spectateurs français ont vu des films américains !). Le septième Art français est-il en danger ?

En 2001, la culture cinématographique française sort la tête de l'eau

En ce début d'année, les gazettes se réjouissent : le cinéma français triomphe sur les écrans (*Télérama*, 7 mars 2001, informe ses lecteurs que, « avec 25 millions d'entrées en février, la fréquentation des salles de cinéma françaises connaît une incroyable embellie : plus de 42% par rapport à l'année dernière, et... une part de marché du cinéma bleu blanc rouge qui avoisinerait les 60% »). *Le Monde*, 7 mars 2001, indique que ce résultat inattendu a été atteint notamment par le succès de « La vérité si je mens 2 » (6,4 millions de spectateurs), du « Placard » et du « Pacte des loups » avec chacun environ 4,7 millions de spectateurs. Les observateurs de l'évolution culturelle de nos sociétés ont donc décidé de se placer en ce début d'année sur le seul plan des chiffres, de l'économie de marché, du « retour sur investissement », du film/savonnette, du film/boîte de petits pois : tel film a coûté des sommes colossales, sera-t-il rentabilisé?, en combien de temps?, aura-t-il accès aux marchés étrangers?, concurrencera-t-il les films américains?, etc.

Ce débat est intéressant (il n'est pas anodin de rappeler que « La vérité... » sort sur 781 écrans, et que tel film iranien ou taiwanais dispose d'une dizaine de copies), mais il perd toute sa signification si n'est jamais questionnée la valeur cinématographique, esthétique, en un mot culturelle du film. Cette défense patriotique de notre cinéma doit-elle respecter quelques limites? C'est ce que nous allons tenter de définir rapidement en questionnant – sur le fond – « La vérité si je mens 2 » et – sur la forme – « Le pacte des loups », deux succès populaires incontestables du cinéma français actuel.

« La vérité si je mens 2 » ou « libéralisme sauvage et fraternité virile »

Le spectateur retrouve Eddie Vuibert et ses amis, confrontés au déclin du quartier du Sentier, victimes de mauvais payeurs, et obligés de s'allier à une grande surface (Eurodiscount), dont le chef des achats, Vierhouten, pratique des méthodes commerciales tout à fait discutables : il passe une commande à Eddie Vuibert, puis, en toute illégalité, la refuse pour vice de forme; il reprend ensuite ses modèles pour les revendre sous une autre étiquette. Eddie, au bord de la faillite, constate que la Justice est, elle aussi, impuissante face au pouvoir de l'argent-roi, et doit vendre ses produits sur les marchés. A côté des petits chefs d'entreprise (Eddie et Yvan), la bande de copains compte également un livreur, Serge,

qui va nouer une idylle avec une jeune fille de bonne famille, et son cousin Patrick, qui lui, a très très bien réussi dans les affaires, et part draguer les filles sous le soleil de Californie.

Eddie et sa petite famille sont-ils condamnés à disparaître? Serge est-il condamné à rester pauvre? Insoutenable suspense... La situation va être débloquée par l'alliance inattendue de l'argent (la fortune de Patrick) et des travailleurs tunisiens : Eddie va escroquer à son tour Vierhouten en lui faisant miroiter des bénéfices faramineux générés par l'exploitation des travailleurs tunisiens du textile. Quand le rideau tombera, que Vierhouten sera à son tour grugé et qu'Eddie et ses amis seront sur leur « Behnamou Beach » de Saint-Tropez, il ne sera plus question du sort de ces populations lointaines. Comme son modèle revendiqué, le Libéralisme, le film les aura exploités avant de les faire retourner dans leur néant.

L'habileté scénaristique du film réside sans doute dans le choix de cette communauté de juifs pieds-noirs pour jouer les outsiders et représenter le « peuple » face aux cadres très stéréotypés de la grande distribution. Mais, derrière ce nouvel avatar de la lutte éternelle entre David et Goliath, c'est bien une légitimation conviviale et souriante du Libéralisme le plus destructeur que

propose ce film, légitimation plébiscitée par le public populaire en ce début d'année.

À cela il convient d'ajouter, pour compléter l'analyse des attentes du public, une image effacée des femmes (de sympathiques faire-valoir) et des dialogues d'une grande vulgarité. Il ne reste plus qu'aux médias à saluer le retour de la « comédie à la française » et le bonheur de « voir à nouveau réunie cette bande de copains qui nous a bien manqué depuis quatre ans »...

«Le pacte des loups»

Le pacte des loups est revendiqué par son talentueux metteur en scène comme une tentative de synthèse entre plusieurs genres : cape et épée, épouvante, western, kung-fu, sentimental, etc. Le budget du film (200 millions de francs) place « Le pacte... » bien loin des productions habituelles du cinéma français (24 millions de francs de budget en moyenne). Le pari de la production est de réussir une bonne exploitation en France, mais aussi de le vendre dans les pays francophones et anglophones. Mais la carrière d'un film ne s'arrête pas là aujourd'hui : une part importante des recettes se fait par la vente des droits de diffusion aux télévisions à péage, par le marché de la vidéo et, plus récemment, du DVD.

Nous assistons à un bouleversement majeur qui a pour nom « Home cinéma ». L'évolution technologique permet maintenant de recréer dans son salon (pour un budget encore assez important) d'excellentes conditions visuelles et des potentialités auditives très spectaculaires (le spectateur est vraiment immergé dans un flot de bruits et de musiques).

Dans cette perspective, « Le pacte... » a été particulièrement travaillé. Le film « zappe » d'une scène à une autre, entraînant le spectateur dans un maelström de sons : les 2h22 que dure la projection se passent, et Christophe Gans, le réalisateur, gagne son pari : les ados sont ravis ! La sensation prime sur la réflexion.

« Le pacte... », c'est « autre chose », quelque part entre les jeux du cirque et le carnaval, mais ce n'est plus le cinéma, discours sur l'humain qui nous a aidé à mieux vivre pendant plus d'un siècle.

Ce nouveau « cinéma » accompagne déjà le pop-corn et le Coca dans les multiplex/hypermarchés, demain il envahira nos salons et nos oreilles, il nous appauvrira... « La vérité... », « Le pacte... » Faut-il vraiment se réjouir du succès de ce cinéma français-là?

G. Hernandez

Extraits d'un article paru dans le mensuel « L'école émancipée » n°9 de mars.

Pour comprendre la crise agricole

L'HOMME N'EST PAS NÉ AGRICULTEUR OU ÉLEVEUR; il l'est devenu après des centaines de milliers d'années d'homisation. Depuis le néolithique, plusieurs systèmes agraires se sont transformés. Aujourd'hui, l'agriculture « moderne », qu'on l'appelle productiviste, intensive, motorisée ou capitaliste, marque une rupture dans cette lente évolution. Les gains de productivité provenant de la deuxième révolution agricole (motorisation, mécanisation, fertilisation minérale) ont entraîné une baisse très importante des prix réels de la plupart des denrées agricoles.

Confrontés à cette concurrence, les agriculteurs les moins équipés, au Nord comme au Sud, sont condamnés à la régression et à l'élimination. Des centaines de millions d'exploitations paysannes ont ainsi disparu et déjà disparu. Sur un milliard trois cent millions d'êtres humains qui travaillent la terre, la libéralisation des échanges, et la concentration foncière qui l'accompagne, en condamnant cinq cent millions. Par sa nature même, le système capitaliste ne peut fonctionner qu'à grande échelle. Il fallait donc de grandes, si possible de très grandes exploitations pour vendre des machines toujours plus puissantes et sophistiquées, et des quantités toujours plus importantes d'engrais et de produits phytosanitaires pour surproduire.

Des conséquences nombreuses

Les lois d'orientation agricole des années 60, en France, vont permettre l'élimination progressive des petites exploitations. Le complexe mafieux des firmes capitalistes, des gouvernements, du Crédit Agricole et de la FNSEA va favoriser celles dont il a besoin (prêts avantageux, larges subventions – 80% des aides vont aux 20% les plus aisés – remboursements favorables...); il va asphyxier financièrement les autres par un endettement considérable. Bilan : l'agriculture française qui comptait 2 300 000 exploitations en 1950 n'en compte plus aujourd'hui que 650 000; elle n'en tolérera que 300 000 dans dix ans. Les conséquences sont nombreuses :

- une profession sinistrée : 60 000 emplois perdus chaque année, stress permanent, états dépressifs, alcoolisme, suicide, intoxications, allergies dues aux produits phytosanitaires, accidents très fréquents;
- un déséquilibre accru dans l'aménagement du territoire : la diminution régulière du nombre d'exploitations dans les

communes rurales va contribuer aux déplacements de populations des campagnes vers les villes, entraînant la désertification (fermetures d'écoles, de gares, de services publics, disparition d'artisans, de commerçants);

- des atteintes graves à l'environnement : pollution de l'eau, de l'air, dégradation des sols, réduction de la biodiversité;
- une alimentation à deux vitesses : malbouffe pour les classes défavorisées, nourriture de luxe pour une minorité de privilégiés, et de sérieux problèmes de santé publique (antibiotiques, pesticides, nitrates, dioxine, métaux lourds, vache folle...);

• le pillage de l'agriculture des pays pauvres : « révolution verte », cultures d'exportation, effets pervers de l'aide alimentaire;

• la dépendance du monde paysan : le secteur agricole devient un simple maillon du complexe agro-industriel, un simple fournisseur de matières premières. Solution que l'agro-business propose pour tenter de résoudre ses propres problèmes, les OGM accroissent encore la mainmise des firmes transnationales, de la semence à l'assiette.

Face au bilan catastrophique d'une agriculture capitaliste qui n'a fait illusion sur le plan de la rentabilité que parce qu'elle s'est appliquée à externaliser les coûts sociaux et écologiques qu'elle engendrait, des agriculteurs alternatives se mettent en place, qui recherchent : une plus grande autonomie, un respect de l'environnement, la qualité des produits, la revalorisation du métier d'agriculteur, le renforcement des liens entre producteurs et consommateurs.

Ces luttes n'aboutiront que si elles remettent en cause l'usurpation des ressources naturelles par la propriété privée, foncière, industrielle ou agraire. Est-il besoin de rappeler comment le pouvoir seigneurial, ecclésiastique, royal, bourgeois, capitaliste a peu à peu brisé les solidarités rurales, substitué aux usages collectifs des sols la propriété privée? Faut-il rappeler que seules l'injustice, la force, la violence ont contribué à la confiscation des meilleures terres, à la formation de domaines fonciers très étendus, de fortunes considérables, l'héritage assurant, d'une génération à l'autre, la reproduction de ces inégalités? L'objectif à long terme ne peut qu'être une nouvelle répartition des moyens de production (terres, cheptel, matériel), la mise en commun des terres agricoles au niveau de chaque commune. Toute autre perspective n'est qu'un leurre.

Jean-Pierre Tertrais

copinage

Louise Michel fait l'objet d'une exposition jusqu'au 29 juillet au Musée de l'histoire vivante, 31 bd Théophile Sueur à Montreuil (93).

Les 26, 27 et 28 avril aura lieu à l'Espace Louise Michel (42 ter rue des Cascades, Paris 20^e) le « Cabaret anarchiste à la Belle Époque ». Des textes de Louise Michel, Jean Grave, Octave Mirbeau, Nelly Roussel... Des chants de la Commune et autres chants de lutte. Réservation : 01 45 26 50 89.

« Comment les hérissons font-ils l'amour ? », spectacle de Yannick Le Nagard au théâtre des Déchargeurs du 3 au 14 avril à 20 h 30, 3, rue des Déchargeurs (Paris 1^{er}).

Jean-Marie Vivier chantera le 23 avril à 20 h 30 au Théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e). Places 100 ou 80 F. Spectacle parainé par Radio libertaire. Res : 01 43 84 70 04.

Nathalie Solence interprète ses chansons (J-P Aigeldinger, accordéon; C. Gaisne, guitare) les 20 et 27 avril chez « Les uns les autres », (15 rue Chevreuil, Paris 11^e; repas à 20 h; spectacle à 22 h). Tél : 01 43 70 22 40.

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

vendredi 6 avril à 22 h 30 :

Jazz en liberté : Ahmad Jamal ensemble en public (1996) ; Bank De Jonge quintet (1991) ; Matthew Shipp trio (1999) ; Horace Silver quintet en public (1955) ; François Tusques « Free Jazz » (1965) ; Chick Corea ensemble (1976).

mercredi 11 avril à 10 h 30 :

Blues en liberté : Jimmy Johnson.

vie du mouvement

Soirée de soutien pour les 20 ans de Radio libertaire Soirée poésie contemporaine

C E N'EST PAS RIEN, DANS CETTE société ou la marchandise est reine ou le profit est roi parler d'anarchie c'est affirmer son désir d'autonomie et sa volonté révolutionnaire. Mais parler d'anarchie sans parler de création serait un non sens et d'une telle indigence qu'elle réduirait cette expression à du folklore. Si nous posons par contre comme principe que la création est inhérente à l'humanité, à l'humain, à chaque être humain que l'acte créateur est là pour interroger et non rassurer. Qu'elle se pose en postulat du développement de l'humain et du groupe dans lequel

elle se trouve et elle doit être le fruit d'une recherche, qui permet juste à l'artiste d'affirmer le caractère révolutionnaire de la création. Chaque geste, chaque mot, chaque espace doivent être revisités radiographiés auscultés afin de faire naître l'œuvre. Fêter les 20 ans de *Radio libertaire* sans faire état de la poésie qui cherche, celle qui bouge serait une erreur grave. Ce serait nier que depuis la première avant-garde (le futurisme) en passant par le dadaïsme, le surréalisme, Cobra, fluxus, et ceux qui de Bernard Heidsieck à Julien Blaine, de Charles Dreyfus à Michel Bulteau, de Ma Desheng à

Jacques Demarcq et qu'ils ont vécu la poésie. Depuis le coup de magique Mallarmé des militants du verbe et du son ont été en an-archie. La aussi malgré l'ordre littéraire établi ils ont écrit l'histoire de la poésie (celle qui vit, qui cherche) donc celle de l'art donc celle de l'an-archie. Épris de liberté écrit Julien Blaine à propos de la poésie et du plateau que nous avons réussi à composer grâce à sa complicité.

Épris de liberté toi, lui, vous soyez présent le 21 avril pour vivre une des manifestations pour les 20 ans de la radio sans dieu et sans maître.

Radio libertaire

Un jardin collectif en péril à Toulouse

D EPUIS LE 16 MARS 2001, NOUS AVONS DÉCIDÉ collectivement d'occuper une maison, l'Ostaleta, et son terrain afin d'y faire un grand jardin potager collectif. Cette demeure, sise au 11 rue d'Auch à Toulouse (M^e Fontaine-Lestang) était laissée à l'abandon depuis trop longtemps.

Pour remédier à cet état de fait, les membres du collectif ont tenté d'entamer des négociations pour trouver un arrangement à l'amiable avec l'OPAC. Le collectif a proposé une convention d'occupation gratuite qui a été refusée d'emblée par les représentants de l'OPAC.

Surtout, le mardi 27 mars, pendant les négociations dans leurs locaux, des hommes de main de l'OPAC, sur l'ordre de M. Roure sont venus dérober les fenêtres et les volets de l'Ostaleta malgré les protestations des trois personnes qui dormaient là. Face à cet acte inhumain et illégal, nous sommes allés pacifiquement occuper les locaux de l'OPAC (27, rue Roquelaine) pour demander des explications à M. Alain-Marie Germain (le directeur de la gestion locative).

Malheureusement, nous nous sommes retrouvés devant la langue de bois de l'OPAC, réduisant nos

revendications à la récupération des volets, des fenêtres et de la porte d'entrée.

M. Germain répondra par la brutalité à cette modeste demande par l'envoi de CRS qui nous délogeront des bureaux de l'OPAC quelques heures plus tard. Nous nous retrouvons aujourd'hui sous la menace d'une expulsion sauvage par les molosses de l'OPAC.

En attendant leur venue, nous avons porté plainte au procureur de la République pour violation de domicile et dégradations de biens. Malgré tout, nous sommes déterminés à rester à l'Ostaleta, clairement abandonnée par l'OPAC, et à continuer notre jardin collectif. Pour nous l'occupation de lieux abandonnés est légitime, et nous permet de mettre en œuvre des projets ouverts à tous, visant à développer l'autonomie et la solidarité.

Face à la soi-disant politique de transparence de l'OPAC et à sa manière de gérer son immense parc de logements sociaux, nous vous invitons à contacter M. Germain et M. Roure.

N'oublions pas que la violence n'est pas toujours du côté que l'on croit...

Les habitants de l'Ostaleta

Contact: 06 62 67 16 76

Arrêt immédiat du nucléaire

suite de la première page

blions pas malgré tout les fortes mobilisations de l'année dernière contre les projets d'enfouissement des déchets, où les municipalités ont refusé les propositions du gouvernement face aux pressions de la rue... Suite au recul du gouvernement, la mobilisation est logiquement retombée. Mais globalement le mouvement paie aussi ses liens avec les Verts et donc avec l'actuel gouvernement. Le mouvement antinucléaire avait déjà connu de très fortes mobilisations dans la fin des années 70, mais il avait très chèrement payé ses illusions et ses relations (appel au vote en 1981) avec François Mitterrand et le

PS. Depuis l'accident de Tchernobyl, le mouvement s'est relancé mais tombe dans le même piège. C'est ainsi que l'arrêt de Superphénix (qui était une nécessité économique pour le lobby nucléaire) est présenté par le gouvernement et les Verts comme une victoire écologique. C'est ainsi que les Verts (et proches) ont réussi au sein du Réseau « sortir du nucléaire » à imposer la tendance pour une sortie progressive et non immédiate du nucléaire.

En 1999, les Verts font capoter une manifestation nationale (annulation) de peur de se faire déborder sur les revendications. Pour le 21 octobre 2001, le

réseau est en train de préparer une journée nationale avec 4-5 rassemblements régionaux...

Faisons en sorte que la sortie immédiate du nucléaire, que le refus de la gestion capitaliste de l'énergie soient portés par ces rassemblements. Une sortie progressive est une mesure hypocrite et dangereuse.

Les Verts, en entrant dans le gouvernement, ont accepté d'attendre 2010 pour poser le problème du remplacement des centrales. Et de compromis en compromis, ils finissent par gérer, comme n'importe quel autre (enfouissement, transport des déchets). On connaît la chanson... Mais que le mouvement antinucléaire qui se doit d'être de plus en plus massif et intégral s'en détache complètement. Car le capitalisme ne peut être ni pur ni sûr. Sinon ça se saurait!

Théo Simon groupe FA Nantes

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans la signature de l'article intitulé « Imposition du capitalisme comme modèle unique » (ML n°1237); l'article a été écrit par Nicolas (Relations Internationales de la FA).

4-

abonnez-vous! abonnez-

DIJON

Bouffe gratuite pour tou-te-s!

Jeudi 29 mars 2001, dans le cadre d'un mouvement d'action national débuté il y a trois semaines à Montpellier (impliquant une dizaine de facs), une trentaine de personnes réunies au sein d'un collectif « d'individus et syndicats étudiants » a occupé le restaurant universitaire Mansart à Dijon.

De 11h30 à 13h, les caisses furent bloquées, permettant ainsi à environ 3000 étudiant-e-s de manger gratuitement à satiété. Pendant que les occupant-e-s dialoguaient avec le personnel, les responsables ont tenté de bloquer les entrées pour empêcher l'arrivée d'autres étudiant-e-s, sans succès. Plus préoccupée par ses profits que par l'estomac des étudiant-e-s, la gestionnaire a donné l'ordre de ne plus servir de repas, ce qu'ont refusé de faire les cuisinier-e-s, pour finalement ne servir que des plats chauds (plus d'entrées ni desserts). Un tract dénonçant la précarité, la privatisation et la rentabilisation, tant en fac qu'au sein du CROUS ainsi que l'offensive libérale subie par l'éducation au niveau des étudiant-e-s et des enseignements fut distribué. En effet, ces derniers mois ont vu croître l'emprise du patronat sur l'Université, entraînant notamment une adaptation des cursus aux exigences des entreprises. Pour certain-e-s des occupant-e-s (l'action regroupant des personnes de sensibilités politiques diverses), il s'agissait non seulement de s'opposer à la libéralisation de l'Université, mais aussi de manifester la possibilité de s'organiser collectivement, de constituer un rapport de force efficace (par le biais d'actes de désobéissance et de re-appropriation). Cette action doit donner suite à d'autres mobilisations, comme c'est le cas à Montpellier, Le Havre, Toulouse, Rennes, Caen, Nantes, Brest, Metz où les étudiant-e-s manifestent là aussi leur mécontentement (AG, occupations, grèves, etc.). Si vous désirez vous impliquer ou tout simplement en savoir plus, le collectif étudiant tient une permanence tous les jours dans le hall Droit-Lettres entre 10h et 16h environ, pour répondre aux questions et discuter avec chacun-e.

infos transmises par Maloka

A G E N D A

vendredi 6 avril

● **LA SEYNE (83)**: Gala de soutien au réseau anarchiste varois avec Meille, Didier et Doé Brime (chanson réaliste) à 20 heures (accès aux stands dès 19 h), salle Apollinaire, avenue Gambetta, organisé par le groupe Libertad et le groupe Nada.

samedi 7 avril

● **CHELLES (77)**: Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat sur la **guerre d'Algérie** à 20 h 30, 1bis rue Emilie (près de la gare) avec Benoist Rey, auteur du livre « Les Egorgeurs » (éditions du Monde libertaire).

● **MARSEILLE**: Le CIRA organise une **conférence-débat sur les OGM** avec René Riesel à 15 heures au théâtre Toursky, 16, passage Léo Ferré.

● **PARIS**: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Duszka Maksymowicz auteur du livre « **Femme de parole** » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11e) avec la participation de l'équipe de l'émission « Ras-les-murs » de Radio libertaire.

mercredi 11 avril

● **PARIS**: A l'initiative du Cosimapp, rassemblement devant le consulat des États-Unis (comme chaque mercredi) pour réclamer « **Justice et liberté pour Mumia** » à 18 heures, place de la Concorde.

samedi 21 avril

● **LYON**: **Concert de Michel-Marie Perraudin** (accompagné par deux musiciens) au Café libertaire à 20 h 30. PAF : 30 F. Librairie La plume noire, 19 rue Pierre Blanc, 1er.

● **MONTREUIL (93)**: Radio libertaire organise, à l'occasion de ses 20 ans, une soirée de **poésie contemporaine** aux Instants chavirés, 7, rue Richard Lenoir. Tarifs: 60 F/réduits: 40 F.

● **PARIS**: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Jean-Victor Verlinde auteur du livre « **L'ordre mon cul, la liberté m'habite** » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

samedi 5 mai

● **SAINT-NAZAIRE**: Des rencontres et des débats auront lieu à l'occasion du centenaire de **Fernand Pelloutier**, à l'initiative de Front libertaire, à la Maison du peuple, place Allende. Au programme: Pelloutier et l'essor des bourses du travail, Pelloutier anarchiste, Le mouvement des chômeurs, et une table ronde sur l'actualité de l'anarchosyndicalisme. Tables de presse. Réservation: 06 85 63 64 93.